

# Business, pouvoir et territoire

**L**a razzia du RNI est totale. Jamais dans l'histoire du Maroc un parti n'avait aligné autant de victoires électorales. Premier aux scrutins législatif, communal, régional, préfectoral, provincial ; premier à la chambre professionnelle et sans doute bientôt à la Chambre des conseillers, le parti d'Akhannouch parade. Avec 9959 sièges communaux, 196 sièges régionaux et 102 sièges parlementaires, le RNI s'enracine à la fois dans la sphère nationale et locale.

## Son offensive politique annonce l'arrivée d'une cohorte importante de businessmen aux affaires publiques :

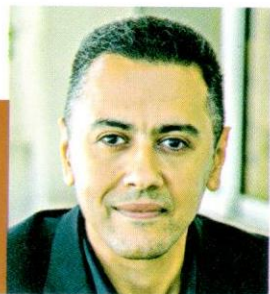
entrepreneurs, consultants, patrons de PME, et, surtout, de nombreux promoteurs immobiliers. Les plus connus sont les Aït Menna, Boudrika, Noutka, etc. (lire le dossier de la semaine). Taoufik Kamil, troisième vice-maire RNI de Casablanca, préside même la Fédération nationale des promoteurs immobiliers. D'autres, moins médiatisés mais tout aussi opulents, participeront à la gestion des villes, des campagnes et des régions. Ils rendront des arbitrages dans des domaines aussi divers que la voirie, l'assainissement, l'octroi de marchés publics, les infrastructures, les licences d'alcool... Ils trancheront surtout sur qui obtiendra les fameux permis de construire, véritables visas à l'embourgeoisement express, délivrés par les municipalités. Sans parler des dérogations et des extensions de périmètres urbains.

**A la faveur d'une fiscalité et d'une réglementation favorables, la promotion immobilière a constitué le principal levier d'enrichissement des 20 dernières années.** Le segment social a certes permis à des millions de Marocains de se loger, mais il a également été à l'origine de fortunes colossales. Viennent d'emblée à l'esprit les Sefrioui, Lazrak et Chaabi, mais ces Léviathan ne sont que l'arbre qui cache la forêt de centaines d'acteurs plus discrets qui ont tiré profit d'un prodigieux effet d'aubaine. Les retours sur investissement associés au secteur sont tels que de grands industriels ont bradé des usines pourtant profitables pour s'engouffrer dans la brèche. Résultat, deux décennies de désindustrialisation et une bulle qui n'aura profité qu'à un petit cercle de chanceux.

**Ce petit cercle sera désormais très largement représenté dans les instances électives.** Loin de nous l'idée de préjuger de la moralité des élus en question. Mais la tentation de protéger une rente, de renforcer son pouvoir financier, d'accroître ses ressources, existe, hélas, chez les plus vertueux. Souvent, de l'occasion naît le désir de se servir au lieu de servir, de faire de petits arrangements entre amis, ni vu ni connu, sous une apparence de légalité.

**Bien en peine qui, le forfait commis, pourrait démêler l'écheveau qui en aura été à l'origine.** Masquer la prise illégale d'intérêt devient un jeu d'enfant lorsqu'un nombre suffisant de complices participent au délit. Ce ne sont là que des hypothèses bien entendu. Reste que tous les éléments à même de faciliter des ententes

**LA TENTATION DE PROTÉGER UNE RENTE, DE RENFORCER SON POUVOIR FINANCIER, D'ACCROÎTRE SES RESSOURCES, EXISTE, HÉLAS**



RÉDA DALIL

illicites ou des trafics d'influence sont au rendez-vous. D'autant que les outils de moralisation de la vie publique manquent à l'appel. Après dix ans de vaines promesses de lutte contre la corruption et une instance dédiée qui peine à prendre ses marques, les garde-fous sont toujours quasi inexistantes.

**Au-delà des risques inhérents à la gestion locale, il y a les déviations de course que pourraient imposer ces édiles frais émoulus des urnes aux grandes stratégies de l'Etat, notamment le Nouveau modèle de développement.** Alors qu'une politique d'import-substitution cherche à redonner une base industrielle au pays, qui peut prédire que les nouveaux élus ne façonnent les lois de sorte à affaiblir l'élan industriel ? Avec comme objectif de perpétuer une rente de situation immobilière, de conserver des niches fiscales délirantes (33 milliards de dirhams par an) et de continuer à capter des marges irrationnelles. Ce ne sont là, au fond, que quelques inquiétudes parmi tant d'autres, induites par la nouvelle physionomie politique du Maroc. Un royaume mêlant désormais argent et pouvoir dans une concoction toxique, dangereuse. Sans précédent. ■ @TelquelOfficiel